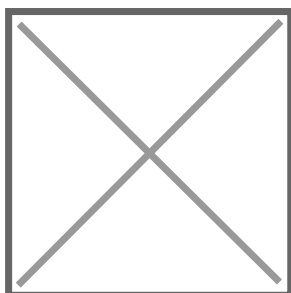


Il est temps pour la communauté internationale de faire preuve de solidarité envers Israël

Description

Par Ben White @ Middle East Eye le 24 décembre 2016



Les discussions en privé et les manœuvres doivent appartenir au passé. Israël peut être mis sous pression pour changer.

2017 doit être l'année où enfin la communauté internationale durcit le ton et, plus important, ses actions, quand il s'agit d'Israël.

Le cas est bien connu et irréfutable. Israël est un violeur en série des droits de l'homme, dont les lois et la politique contreviennent aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies, en plus de divers autres obligations et traités internationaux en matière de droit humanitaire.

Sur la seule question des colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé, les gouvernements israéliens successifs ont, depuis cinquante ans, poursuivi une entreprise qui constitue elle seule une violation grave des Conventions de Genève et qui est au cœur d'un régime par nature discriminatoire.

L'année qui vient verra le 50e anniversaire de la domination militaire d'Israël sur des millions de Palestiniens sans état en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Avec les années, l'emprise d'Israël sur les territoires occupés s'est resserrée, et non relâchée. Un état de fait a été établi, façonné par une ségrégation et une législation raciste.

Ne pas se limiter à des paroles

Il est temps que le langage des organisations des droits de l'homme et des décideurs politiques reflète cette réalité. L'occupation par Israël des territoires occupés, en arrivant à sa cinquantième année, est une opportunité pour des organisations comme Human Rights Watch et Amnesty International pour passer à un langage plus puissant, dans lequel elles pourraient décrire de manière plus précise la politique israélienne en termes de pratique d'apartheid internationalement prohibée.

Une telle mesure reflète la réalité sur le terrain et la gravité des crimes commis par l'État israélien, et elle peut jouer un rôle important en ralliant un soutien aux droits des palestiniens, tout en montrant du doigt ceux qui continuent de justifier la politique israélienne et de protéger l'État contre toute responsabilisation.

Ce n'est pas qu'une question de langage ; plus crucialement encore, 2017 doit être l'année où les ONGs et les acteurs de la société civile et les gouvernements durcissent en pratique leurs recommandations politiques et leur démarche envers Israël.

L'année prochaine, il faut d'urgence se concentrer sur la pression à exercer sur Israël pour qu'il mette fin à sa politique discriminatoire et à ses violations des droits de l'homme. La logique de la pression doit remplacer celle de l'apaisement ; la responsabilité doit remplacer l'impunité ; la solidarité doit remplacer la complicité.

L'absurdité de certains, comme l'Union européenne et les gouvernements occidentaux, qui traitent Israël et l'Autorité palestinienne comme deux partenaires égaux avec un travail à accomplir par les « deux parties », doit cesser. La politique consistant à prendre des gants avec Israël, ou à se contenter de « discussions en privé » et en public, de copier-coller des expressions sur la peur de nuire à la perspective de négociations, cette politique est en faillite.

Oui, la pression fonctionne

Est-ce que la pression fonctionne ? Bien sûr qu'elle fonctionne ; elle a fait la différence dans bien d'autres contextes et situations, et elle a déjà joué une plus petite échelle avec Israël lui-même.

Dans un article d'octobre, l'analyste israélien Akiva Eldar cite certains exemples historiques où le gouvernement israélien s'est trouvé forcé de changer de tactique sous la pression de l'étranger.

En 1975, Eldar écrit : « Le Premier ministre Yitzhak Rabin a signé les accords de séparation des forces avec l'Égypte et la Syrie, après que Kissinger (le secrétaire d'État US) eut menacé d'une réévaluation des liens américains avec Israël ». En 1991, le Premier ministre Yitzhak Shamir a accepté de participer à une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient à Madrid, « suite à une pression concertée par le Président George Bush père ».

Plus récemment, poursuit Eldar, « L'engagement public en 2009 du Président Barack Obama au Caire pour mettre un terme au conflit israélo-palestinien a été un catalyseur pour le discours de Netanyahu à l'université Bar-Ilan de cette même année, approuvant la solution des deux États ».

En fait, la construction de colonies de peuplement et les mesures d'expropriation des terres sont systématiquement influencées par une anticipation de la réaction internationale : des projets de construction sont suspendus, une législation radicale est adoucie, ou abandonnée.

Le moment d'accentuer la poussée

Bien entendu, de telles mesures par Israël sont restées modestes, voire superficielles, mais elles reflètent la nature elle-même modeste de la pression qui avait été

exercice. Il suffit de penser à ce qui pourrait être réalisé s'il y avait une volonté politique pour appliquer une pression significative, sous la forme de sanctions et d'embargos.

Comme écrit le journaliste israélien Noam Sheizaf en 2013, « Les campagnes pour les droits de l'homme et les luttes pour les droits des minorités et spécialement les minorités autochtones comme les Palestiniens ont toujours une dimension internationale en elles-mêmes, car le groupe ethnique au pouvoir n'est presque jamais d'accord avec ces droits, ou prêt à les céder ».

Il poursuit : « L'occupation israélienne prolongée, l'indifférence de l'opinion juive envers le statu quo, et la perception des Israéliens de faire partie de l'Occident démocratique, ajoutent une justification supplémentaire à la tentative de mobiliser l'opinion publique et les institutions internationales pour la cause de la fin de l'occupation, en dépit de la colère que de telles actions peuvent provoquer dans l'opinion publique israélienne ».

Une véritable pression sur le gouvernement israélien est à la fois un impératif moral et une nécessité stratégique. Espérons que la communauté des droits de l'homme, et les gouvernements internationaux, retrousseront leurs manches cette année qui vient.

Ben White est l'auteur de « L'Apartheid Israël : un guide pour les débutants », et de « Être Palestiniens en Israël : ségrégation, discrimination et démocratie ». Il écrit pour Middle East Monitor et ses articles sont publiés par Al Jazeera, al-Araby, Huffington Post, The Electronic Intifada, et d'autres.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Middle East Eye](#)

date créée
2016/12/30